E. Sabourin, O. A. Texeira (éditeurs scientifiques), 2002. Planification et développement territorial au Brésil. Actes du séminaire, septembre 1999, Campina Grande, Brésil. Cirad, Montpellier France, Colloques, 116 p.

Appui à l'agriculture familiale, collectivités territoriales et construction de territoires dans le Nordeste semi-aride

Eric SABOURIN

Cirad-tera, TA 60/15, 73 rue Jean-François Breton, 34398 Montpellier Cedex 5, France

Résumé — Appui à l'agriculture familiale, collectivités territoriales et construction de territoires dans le Nordeste semi-aride. Les transformations opérées à l'échelle internationale et nationale se traduisent aussi sur le plan local, à travers des processus de décentralisation et de renforcement des compétences et des responsabilités du pouvoir local. Ce texte présente d'abord quelques expériences de mise en valeur des attributs territoriaux de l'agriculture familiale régionale en termes de systèmes de production, de valorisation des produits et de coordination des activités et des politiques locales. L'intérêt et les limites de la construction territoriale du développement sont ensuite examinés, à la lumière de quelques expériences originales menées dans le Nordeste semi-aride. L'auteur débat de l'importance de la dimension territoriale dans l'appui à l'agriculture familiale. Divers exemples de création de revenus en milieu rural, impliquant l'organisation locale et la valorisation économique des attributs des territoires, sont analysés. Ceux-ci dépendent surtout de la capacité de coordination et de construction de l'innovation par la population locale.

Mots-clés : agriculture familiale, organisation de producteurs, innovation, attributs locaux, territoire, Nordeste semi-aride.

Les transformations opérées à l'échelle internationale et nationale se traduisent aussi sur le plan local. Elles se manifestent d'abord par le désengagement des Etats de nombreuses fonctions d'appui à la production (régulation des prix, subventions, crédit et vulgarisation) et par un large mouvement de privatisation, y compris des services publics. Par ailleurs, ces changements sont associés à des processus de décentralisation et de renforcement des compétences et responsabilités du pouvoir municipal. Il existe donc un intérêt croissant à articuler les politiques nationales avec les niveaux de décision et d'action également déterminants pour les pays et pour leur population, à savoir les espaces intrarégionaux et les espaces locaux. Dans le secteur rural, les diverses formes d'agriculture, entrepreneuriale, patronale, mais surtout familiale, toujours plus intégrées à l'économie internationale, sont confrontées à de profondes mutations d'ordre technique, organisationnel, économique, commercial et politique. Cependant, tout appui institutionnel à ces systèmes de production dépend, aussi, d'analyses et d'actions réalisées à l'échelle locale. La notion de localité correspond, de fait, au « niveau où s'exerce une capacité locale de développement » (Albaladejo, 1994). Ces diverses échelles d'espace (communauté, district, municipe, Etat, région, etc.) étant habitées et gouvernées, elles constituent ce que l'on appelle, de manière plus générique, des territoires (Andrade, 1995). On parle ainsi de collectivités territoriales.

Nous présenterons quelques expériences de mise en valeur des attributs territoriaux de l'agriculture familiale régionale en termes de systèmes de production, de valorisation des produits et de coordination des activités et des politiques locales, avant d'examiner l'intérêt et les limites de la construction

territoriale du développement, à la lumière de quelques expériences originales qui se sont déroulées dans le Nordeste semi-aride.

Approche territoriale du développement rural : exemples nordestins

Décentralisation et coordination institutionnelle locale

Aujourd'hui, on parle beaucoup de planification du développement local durable. Dans le sertão nordestin, les premiers cas de planification rurale municipale sont nés des efforts des mouvements sociaux, généralement par l'intermédiaire des syndicats de travailleurs ruraux (Str) et des organisations communautaires de producteurs familiaux, appuyés par des Ong et par des programmes techniques publics, comme ce fut le cas à Tauá dans l'Etat du Ceará, à Pintadas (Etat de Bahia) ou à Lagoa Seca, dans la Paraíba. A Tauá, vaste municipe de 5 000 km^2, pour mobiliser les producteurs et les ressources nécessaires à l'appui à l'agriculture familiale, le syndicat local (Str) a entrepris l'élaboration, la négociation et la coordination d'un plan de développement agro-écologique municipal (Sabourin *et al.*, 1997), dont il convient de retracer la genèse.

La majorité des syndicats paysans (Str) de la région semi-aride a été créée sous la tutelle de l'Etat durant le régime militaire et émancipée dans les années 1980 et 1990. Pour détourner les syndicats de leur fonction revendicative, sans les interdire pour autant, l'Etat militaire leur avait transféré la gestion de l'assistance médicale rurale. La nouvelle Constitution (1988) fit de même en leur confiant l'administration locale des retraites des agriculteurs. Généralement, cette fonction, non rémunérée, mobilise les efforts au détriment de l'action syndicale. Dans le cas du municipe de Tauá, le Str s'est consolidé à travers les luttes agraires et par la conquête de meilleures conditions de métayage et de fermage. Ainsi, dans les années 1990, les anciens leaders des métayers, devenus petits propriétaires, occupèrent la direction du syndicat et prirent des initiatives d'appui à la production familiale. Le syndicat de Tauá fit voter une loi agricole municipale en 1990, organisa des commissions techniques thématiques et des groupes d'intérêt sur la gestion de l'eau, le coton arboré et l'élevage caprin en 1991, et lança diverses formes de mobilisation des agriculteurs familiaux de la région, avec la création d'un forum agricole municipal et l'animation de forums de développement rural intermunicipaux. Finalement, en 1993, le Str s'associa à diverses interventions d'institutions publiques et non gouvernementales sur Tauá, pour élaborer un plan de développement agro-écologique municipal. Depuis, il a transféré la gestion du plan aux conseils municipaux de développement rural et aux associations de producteurs. En 1996 et en 2000, le Str est parvenu à entrer à la mairie, en faisant élire divers conseillers municipaux et en obtenant le poste de secrétaire municipal à l'agriculture.

A ce jour, le principal mérite du Programme d'appui à l'agriculture familiale émanant du gouvernement fédéral aura été, par la mise en place de conseils municipaux de développement rural (Cmdr), d'accélérer la création d'espaces et de structures de négociation des ressources publiques en faveur de l'agriculture familiale. En dépit des difficultés liées à la tradition politique autoritaire et clientéliste au Nordeste, toute négociation des projets et budgets locaux constitue une avancée en termes de transparence et d'accès à l'information. Même dans le cadre d'un conseil municipal asymétrique, manipulé et sans réel pouvoir de décision et d'exécution, se crée un précédent, après lequel il est plus difficile de faire marche arrière. La pratique de la délibération au sein du Cmdr constitue une forme d'apprentissage collectif qui garantit, de fait, un minimum de mémoire sociale, capable d 'assurer la continuité d'un processus d'organisation. Le cas du Cmdr de Lagoa Seca mérite, à ce propos, d'être évoqué.

Légalement, le Cmdr doit réunir les représentants de la mairie, des services techniques de l'Etat, de la société dite civile (Eglise catholique, syndicats, Ong...) et des agriculteurs familiaux. Le conseil a été créé à l'initiative du Str de Lagoa Seca, après le vote d'une loi agricole municipale, en 1995. La plupart des Cmdr de la région ont été constitués et nommés par les mairies, qui n'invitent à siéger, le plus souvent, qu'un représentant du Str, un du syndicat de l'agriculture patronale et de quelques organisations ou associations parrainées par le maire ou par son parti.

Le secrétariat à la production familiale du Str de Lagoa Seca représente le syndicat au Cmdr et organise des commissions municipales pour traiter des principaux thèmes d'innovation agricole : une commission

municipale des banques de semences (haricot, igname et pomme de terre), une banque de fumier, une commission des ressources hydriques. Durant la sécheresse de 1998, le gouvernement de la Paraíba tenta de passer outre l'avis du Cmdr, pour répartir la gestion des fonds fédéraux d'urgence et l'aide alimentaire destinée à la municipalité entre le maire actuel et des politiciens de son groupe. Le Cmdr ne disposant pas du pouvoir suffisant pour empêcher cette irrégularité, le Str de Lagoa Seca mobilisa divers mouvements sociaux via le Forum de la citoyenneté, créé en 1997, et obtint l'annulation de cette répartition anticonstitutionnelle des fonds d'urgence. Le Cmdr en profita pour organiser un programme de construction de citernes de récupération des eaux de pluie, en utilisant des fonds rotatifs, au lieu de laisser la mairie se servir des aides fédérales pour distribuer des citernes gratuitement en fonction d'intérêts électoraux.

Contrairement à ce qui précède, en termes de méthodes et d'instruments de planification, en particulier de suivi-évaluation, on observe une grande discontinuité, et diverses difficultés se font jour en matière d'accumulation et de capitalisation des expériences antérieures et de valorisation des divers efforts localisés. De fait, la planification locale ou municipale dans le milieu rural brésilien souffre d'un manque d'informations et de références validées, surtout à l'échelon de territoires en deçà du municipe, plus petite unité spatiale prise en compte par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (Ibge). On voit fleurir, dans les municipes les plus isolés, des études socio-économiques, diagnostics, zonages, typologies de producteurs de toute sorte... Mais ces travaux, dont une bonne partie est bâclée par des bureaux d'études peu scrupuleux, n'utilisent de toute façon pas de critères et d'indices communs, limitant ainsi l'analyse comparative, la construction des agrégats et les possibilités d'actualisation de ces études, indispensables à un véritable processus de planification locale. Une des priorités serait donc l'identification, la sélection et la diffusion d'indicateurs territoriaux compatibles avec la réalité locale et avec les bases de l'Ibge, à l'image des indicateurs de développement territorial de l'Ocde (Von Meyer, 1998), par exemple.

La valorisation économique des attributs des territoires

La globalisation des échanges est associée à de nouvelles différenciations, géographiques et socio-économiques, l'une d'entre elles, accélérée par les processus de communication, étant la segmentation des marchés. Dans le secteur agroalimentaire, coexistent des formes de production et de consommation mondialisées et des systèmes productifs constitués par des réseaux d'entreprises locales. Celles-ci s'appuient sur des « dynamiques territoriales ou institutionnelles spécifiques et une interaction étroite entre territoires, innovation et qualité des produits » (Cerdan et Sautier, 1998). Ces auteurs rappellent que, au-delà du caractère biologique, périssable et hétérogène des matières premières agricoles, « il existe un fort facteur d'identité des biens alimentaires et d'identification des consommateurs avec les produits ».

Au Brésil, nombreux, en effet, sont les consommateurs qui recherchent des produits locaux, fermiers, ou simplement caractéristiques de la tradition de l'agriculture familiale ou bien d'une région. Il existe donc une tradition et un savoir-faire localisé lié aux techniques de production et de transformation, aux conditions agro-écologiques spécifiques, qui engendrent cette différenciation des produits biologiques.

Allaire et Sylvander (1997) montrent comment cette relation passe par la construction sociale de processus d'innovation localisés, liés aux mécanismes de spécification et à la qualité des produits. Cerdan et Sautier (1998) observent qu'en Europe, la rénovation des territoires apparaît liée au changement de modèle de production agricole, passant d'une logique productiviste à une logique de qualité. Ils rappellent que, dans le Nordeste, le retour du « local » tient plus à l'impact du désengagement de l'Etat (dérégulation des filières, privatisation des services, décentralisation des politiques vers la sphère municipale...). La mise en place du Mercosul modifie les avantages comparatifs, renouvelant certaines conditions de concurrence entre les territoires. Ces avantages de compétitivité sont alors liés à la qualité, aux services associés ou au positionnement spécifique du produit. Ce sont là des attributs dynamiques qui dépendent de la capacité de coordination (ou d'organisation) des acteurs économiques locaux, dans un territoire donné, pour défendre leurs intérêts.

Pour illustrer notre propos, nous évoquerons trois nouveaux produits de l'élevage familial du Nordeste : le chevreau grillé du São Francisco, la chèvre du sertão de la Paraiba, le fromage caillé de la Paraíba, fabriqué au Sergipe.

L'élevage de chèvres et de moutons constitue la base de l'alimentation et la source des revenus des communautés de petits éleveurs du sertão de Petrolina (Pernambouc) et Juazeiro (Bahia), dans la vallée du fleuve São Francisco. Les organisations de producteurs, comme le Comité des associations agropastorales de Massaroca, ont commandé une étude de marché de la filière viande locale et ont découvert l'importante demande pour le mouton grillé (en brochettes) dans les bars des villes de la région, plutôt que la traditionnelle viande de chèvre salée et séchée. Ils ont conservé l'appellation régionale de « chevreau grillé » mais ont augmenté la proportion de moutons afin de mieux valoriser le potentiel d'élevage sur parcours de la région. Le savoir-faire local, allié à une identification régionale, a été mobilisé pour garantir la qualité d'un produit nouveau pour le marché urbain.

Dans le sertão de la Paraíba, plus sec, on consomme la chèvre (ou le mouton) salée, séchée et grillée, ou en brochettes, servie avec du manioc et des haricots. Dans l'agreste (plus humide), la chèvre est consommée bouillie, associée au couscous de semoule de maïs. Ces plats traditionnels de la campagne étaient méprisés dans les villes de la région. Aujourd'hui, ils réapparaissent, à l'exemple des capitales du littoral, où le tourisme contribue à revitaliser les traditions et les savoir- faire locaux. Le phénomène crée de nouvelles demandes de caprins et ovins, justement le type d'animal qui a le mieux résisté aux dernières sécheresses. Le produit doit cependant être adapté aux goûts nouveaux : pour les brochettes, du mouton peu salé, pour le ragoût de chèvre, du cabri sans trop de gras... De fait, il existe un espace pour valoriser les spécificités et opportunités régionales ou le savoir-faire local qui devient un attribut de différenciation et de qualité.

Sur les plages du littoral, à São Paulo, ou dans les villes de la région, touristes et consommateurs locaux apprécient le traditionnel fromage de caillé pressé de l'agreste et du sertão du Nordeste (appelé *coalho*), plutôt que les pâtes cuites d'Argentine ou d'Europe, sans saveur ou trop exotiques. Cette demande donne lieu à une série d'activités « alternatives » de transformation et de distribution de fromage dans les zones semi-arides des Etats de Bahia et du Sergipe, qui écoulent, selon la saison, de 50 à 70 % d'une production locale de lait croissante, assurée essentiellement par des producteurs familiaux, éleveurs de porcs, pluriactifs, artisans et intermédiaires commerciaux.

Le défi des producteurs de lait et des artisans fromagers est d'organiser le contrôle de la filière, de manière à garantir la qualité du produit et un revenu stable, pour une production saisonnière (Cerdan et Sautier, 1999). Durant les sécheresses de 1998 et 1999, qui ont affecté spécifiquement les zones d'agreste du Pernambouc et de la Paraíba, les producteurs de fromage de Nossa Senhora da Glória (SE) modifièrent le processus de fabrication et les moules afin d'exporter sur Campina Grande (agreste, PB) un *coalho* typique de la Paraíba. Cet exemple illustre au moins deux caractéristiques de la filière : le manque de définition et de protection du fromage de *coalho* de la Paraíba, d'une part, la capacité d'innovation et d'adaptation des producteurs du Sergipe pour répondre rapidement à des opportunités de marchés différenciés et localisés, d'autre part.

Cet ensemble d'avantages comparatifs peut être mis à profit par l'agriculture familiale pour faire face à la mondialisation. Elles ouvrent de nouvelles niches de consommation correspondant aux coutumes et identités, à l'histoire ou aux valeurs culturelles régionales (Cappecchi, 1987). Il serait d'ailleurs intéressant de savoir si la consolidation de marchés segmentés correspond effectivement à une logique de diversification du marché capitaliste global ou, simplement, aux limites humaines à la tentative de standardisation de la consommation. De toute façon, il est clair que ces opportunités doivent être valorisées par l'agriculture familiale.

Des politiques spécifiques, comme le Programme de verticalisation du District Fédéral (Prove), mis en place en 1995, sont nécessaires pour convaincre producteurs, techniciens et banquiers de ces opportunités et de leur nature. Sinon, ce processus peut être également travesti par l'idéologie néo-libérale et présenté comme un défi que même les agriculteurs familiaux, considérés alors comme des micro-entrepreneurs, ne doivent pas laisser passer (Carvalho, 1997).

La création de revenus en milieu rural : une approche territoriale

Une des principales sources de revenu et d'emploi en milieu rural dépend encore de la mise en œuvre de la réforme agraire et de politiques différenciées destinées à assurer de meilleures conditions de reproduction de l'agriculture familiale, comme le montrent clairement les études du projet Fao-Incra (1994, 1996). Il n'existe pas au Brésil de création d'emplois à des coûts aussi réduits, en comparaison

avec les autres secteurs d'activité. Pour compléter l'équation, il faut également examiner les niveaux de revenu correspondants, et ceux-ci sont encore faibles dans le Nordeste (Fao-Incra, 1994, 1996 ; Rodrigues, 1998). A cet effet, Sachs (1996) rappelle que le Brésil est un des rares pays au monde qui présentent deux conditions favorables : une réserve de terres peu ou non mises en valeur et un important marché interne en pleine expansion.

La création d'emplois et de revenus pour les jeunes ruraux constitue cependant un des principaux problèmes de la reproduction de l'agriculture familiale brésilienne (Camarano et Abramovay, 1998). En ce sens, il serait illusoire de ne miser que sur les effets de la diversification des activités locales : meilleure articulation avec le marché, transformation des produits et valeur ajoutée par les gains de qualité, etc. Les fonds mis à la disposition de quelques Etats pour encourager la petite industrie rurale n'ont pas profité aux jeunes ruraux ou à des producteurs récemment installés. Le Pronaf Agro-industrie, récemment disparu avant d'avoir vécu, n'a financé que de rares projets dans les Etats du Sud, qui tenaient plus de la reconversion d'industries en faillite que de la promotion de la transformation agroalimentaire familiale ou locale.

Quoi qu'il en soit, à côté à de telles conditions économiques, il est aussi important de réunir les conditions sociales permettant aux jeunes de se maintenir en milieu rural et d'y vivre. Ces conditions « catalysantes » sont liées à trois principaux facteurs : la redistribution des actifs de base (terre, éducation) et la mise en place d'infrastructures sociales (santé, transports et communications, etc.) ; la densité des réseaux économiques, sociaux et techniques entre les acteurs locaux (services de proximité, formation professionnelle, organisation et action collective) ; les investissements en matière de culture et de loisirs (sports, tourisme, musique, fêtes locales, création artistique, théâtre, etc.).

De l'avis des intéressés eux-mêmes, on trouverait encore des jeunes qui accepteraient de gagner peu pour rester dans leur communauté ou même d'accomplir des travaux durs et pénibles, à condition d'avoir un accès minimal à la vie sociale et culturelle, c'est-à-dire moyennant un environnement territorial et institutionnel plus favorable. Dans de nombreux cas, non seulement il n'existe aucun investissement en matière de loisirs, de culture et de sports, mais les pratiques ou valeurs de la culture populaire rurale ont été méprisées et abandonnées. Celles-ci doivent donc être restaurées et revalorisées, parallèlement à de nouvelles actions culturelles, comme c'est le cas à Massaroca dans le sertão du São Francisco (Sabourin *et al.*, 1996).

Les associations d'agriculteurs et éleveurs du district de Massaroca ont été promues, entre 1983 et 1988, dans le cadre d'un projet de légalisation des terres de parcours d'usage communautaire appelées *fundo de pasto* (fonds de pâture). La création de l'association de producteurs, structure juridique de représentation de l'ensemble des petits propriétaires et agriculteurs de la communauté, et la démarcation du territoire collectif comme des parcelles familiales ont permis l'attribution de titres de propriété, privée pour les parcelles individuelles, collective et au nom de l'association pour le *fundo de pasto*. A partir de 1989, neuf de ces associations se sont regroupées pour créer le Comité d'associations agropastorales de Massaroca (Caam), organe de représentation et de gestion des actions de développement de ces communautés. Le Caam conduit, depuis 1990, un projet de développement local du district de Massaroca. La première phase a concerné la stabilisation de la production familiale, par l'intensification de l'élevage, au travers d'une opération de crédit communautaire. Ensuite, le Caam s'est préoccupé de l'éducation et de la formation des jeunes, filles et fils d'agriculteurs en particulier, et de la création d'emplois et de revenus locaux, agricoles et non agricoles. Il a mis en place, à cet effet, l'école complémentaire rurale de Massaroca et un centre de formation professionnelle de jeunes et d'adultes. Après quelques tentatives peu concluantes de promotion d'unités collectives de travail du cuir et d'artisanat, les techniciens et éducateurs conseillers du centre, recherchèrent des alternatives locales pour les jeunes : transformation de la viande ovine et caprine, tourisme rural, commercialisation des produits, irrigation, etc. Mais le projet prioritaire retenu par la commission des jeunes du Caam fut de trouver des ressources pour des cours de musique et l'achat d'instruments, afin de monter un groupe musical. En dépit de la surprise ou de l'incompréhension des techniciens, voire de l'indignation de certains responsables d'organisations censées appuyer le Caam, ce projet finit par être reconnu. De fait, sans un environnement social et culturel minimal, aucun de ces jeunes ne fera d'efforts pour rester agriculteur à Massaroca ou pour créer des alternatives économiques locales.

L'élément culturel, on le voit, peut devenir une condition ou un catalyseur des activités économiques, mais également de revitalisation de réseaux socio-techniques capables d'assurer la transmission de

savoirs locaux, de l'histoire et de la culture locales ainsi que l'apprentissage collectif de nouvelles connaissances.

Des processus semblables ont été décrits par des économistes italiens, dans ce qui a été appelé la « troisième Italie », à propos de la densité des services, des centres de formation professionnelle, mais aussi des relations sociales (clubs sportifs, associations artistiques, chorales, etc.), qui renforcent l'efficience et la compétitivité de petites et moyennes entreprises dont les activités sont complémentaires (Putnam, 1996). Becattini et Rullani (1995), reprenant la notion de district industriel de Marshall, montrent que la proximité géographique peut être un facteur de diffusion d'innovations et d'externalités technologiques spécifiques. Appuyer ce type d'approche dans le cas de l'agriculture familiale passe, par exemple, par l'identification et l'utilisation des réseaux économiques et socio-techniques auxquels participent les producteurs et leurs organisations.

On peut citer, à titre d'anecdote, le cas des producteurs de Massaroca (Juazeiro-BA) qui, après avoir présenté de nombreuses demandes d'appui sans recevoir aucune réponse des pouvoirs publics, se trouvèrent propulsés sur le devant de la scène par les médias, à la faveur d'un programme de télévision relatant leur expérience de résistance face à la sécheresse (Globo Rural, 1991), et commencèrent donc à avoir une existence pour le reste du Brésil. En faisant connaître leur capacité de coexistence avec la sécheresse (interprétée comme un attribut spécifique de la région), ils sont parvenus à susciter des appuis privés, puis publics, et ont fini, selon leurs propos, « par se convaincre, eux-mêmes, de l'importance et de la valeur de l'agriculture familiale ».

En pleine sécheresse de l'année 1998, presque dix ans après, le programme « Globo Rural » est revenu à Massaroca, pour savoir comment leur situation avait évolué. La sécheresse était bien pire que celle de 1990, mais ne semblait pas affecter les communautés outre mesure. Les agriculteurs montrèrent alors, parmi diverses innovations, leur école rurale fondée sur la pédagogie de « l'alternance entre études et production familiale ». Ils rappelèrent que, désormais, les jeunes ne vont plus chercher du travail à São Paulo, mais se battent pour inventer des alternatives de revenus « dans notre sertão ». L'agriculture familiale à Massaroca existe également grâce à la force de cette affirmation volontariste, identitaire et politique de sa viabilité. L'interprétation que fait Bourdieu de l'espace social prend en compte cette notion de territorialité quand il évoque sa préoccupation de créer « une sociologie de la construction des visions du monde qui contribuent, par elles-mêmes, à la construction de ce monde » (Bourdieu, 1987).

Limites de l'approche territoriale du développement

Intégration ou exclusion

Les mêmes facteurs qui constituent des atouts de la construction sociale d'un environnement territorial favorable au développement local peuvent devenir des contraintes quand ils tardent à se structurer ou quand ils sont mis en place avec des méthodes non appropriées. En effet, ce sont les processus qui sont déterminants, plus que les ressources, les techniques ou les connaissances prises isolément.

Quels sont ces facteurs ? On citera d'abord l'identité locale ou régionale, qui peut être forgée par des pratiques techniques, sociales ou culturelles. Ces processus identitaires sont, généralement, marqués par l'existence d'une collectivité humaine composée de membres plus ou moins proches et en interaction avec d'autres agents, externes ou internes. Il peut s'agir d'une communauté associée à une tradition productive (pêche, élevage, artisanat, céramique, etc.) ou à un groupe détenteur d'un savoir-faire spécifique (fromagers, dentellières, mécaniciens, bourreliers, sculpteurs sur bois, etc.). On sait d'ailleurs qu'en situation de crise les réactions identitaires peuvent conduire au repli sur soi, à l'enfermement, aux phénomènes de communautarisme, de corporatisme ou de nationalisme. Il s'agit donc d'un facteur de cohésion, mais pas obligatoirement d'ouverture et d'articulation.

En second lieu, on retiendra la capacité d'action collective ou d'action organisée. Selon Olson (1966), celle-ci est marquée par la conjonction d'intérêts individuels et communs et renforcée par le contrôle social dans le cas des petits groupes. Mais elle peut être également motivée par la solidarité ou par des formes de sociabilité, de confiance et d'affectivité (parenté, amitié, etc.). Cette dernière catégorie recouvre, au Nordeste, les relations et manifestations les plus diverses : fêtes locales, compérage, interconnaissance, réseaux commerciaux, réseaux de dialogue technique, etc. Les dynamiques et les

processus de l'action collective sont ainsi extrêmement variés et complexes. Des formes de coopération d'origine paysanne (entraide ou *mutirão*, troc de journées de travail, etc.) coexistent avec des structures d'organisation formalisées plus récentes. Même dans les zones rurales du sertão nordestin, généralement considérées comme archaïques en matière d'organisation professionnelle et socio-politique, il existe diverses formes d'action collective, en dépit de l'isolement géographique, du clientélisme et du paternalisme des autorités locales. De fait, les structures et les relations informelles (communauté, hameau, *fazenda*/domaine, groupements, entraide, réseaux, caisses ou fonds de solidarité) sont souvent méconnues, ignorées, mal interprétées et remplacées, de manière radicale, par des modèles juridiques standards mais inadaptés : association de producteurs, coopérative, entreprise... (Sabourin, 2000).

Ostrom (1992) identifie trois mécanismes de construction de l'action collective : la délégation de responsabilités (via des médiateurs, leaders, dirigeants ou diverses formes de représentation du groupe) ; l'apprentissage collectif (construit dans la pratique à partir d'expériences collectives et donnant lieu à des représentations communes) ; l'établissement ou la reconnaissance de nouvelles règles communes (Lazzaretti et Sabourin, 1999).

Dans le cas des travailleurs ruraux sans terre, pour caractériser les difficultés de construction de dynamiques territoriales avec des groupes sociaux sans ressources, ou exclus de l'information et de l'organisation collective, on peut comparer, à titre d'exemple, les propositions de la « nouvelle réforme agraire » du gouvernement fédéral et celles de la municipalité de Pintadas (Bahia).

Le projet de développement rural du municipe de Pintadas (12 000 habitants, 500 km^2) est géré par le Centre communautaire de services (Ccsp). Cette organisation d'agriculteurs (y compris des pluriactifs et des sans-terre), créée en 1989, est née de la pratique des migrations saisonnières dans le sud du pays, avec l'appui de la Pastorale de la migration. Elle réunit environ trente communautés, associations et groupes locaux. L'objectif initial de ces groupes d'intérêt ou de proximité était de réunir des petits propriétaires, des sans-terre et des jeunes ruraux sans emploi, pour constituer des projets productifs communautaires capables de mobiliser des appuis techniques et financiers incompatibles avec l'échelle individuelle. Initialement conçus par l'assistance technique pour viabiliser des unités de production interfamiliales à même de supporter des investissements (barrages en terre, irrigation de complément, traction animale, etc.), les groupes d'intérêt ou groupes de production en commun sont devenus des espaces d'expérimentation technique, financière et sociale. Quelques groupes se sont séparés au terme des dix ans de contrat du financement initial. La majorité a renouvelé l'expérience pour dix ans ou opté pour la pérennisation du groupe afin d'entreprendre de nouveaux investissements collectifs

Cette expérience de réciprocité communautaire entre paysans, artisans et petits commerçants, alimentée par l'idéologie de la solidarité des communautés ecclésiastiques de base de l'Eglise catholique, a permis l'intégration économique de sans-terre, de femmes rurales sans emploi, de jeunes marginaux, et a sensiblement réduit l'émigration définitive. Elle constitue un exemple de valorisation et d'utilisation des réseaux de proximité pour construire de nouvelles relations sociales et économiques territorialisées. Le recours à ces réseaux pour diffuser informations et innovations a contribué au renforcement des relations entre les acteurs locaux. Ainsi, après la construction d'un barrage communautaire dans le Sítio de Sapé, le propriétaire de la terre cédée au projet, le vieux Zé du Sapé, considéra que cet ouvrage permettrait, peut-être, aux familles du lieu de constituer une « véritable communauté ». En 1995, le Ccsp a fondé une école familiale rurale à Pintadas ; depuis 1997, il participe à l'administration municipale. En 1998, les agriculteurs du Ccsp ont mis en place une banque coopérative municipale et une petite industrie de confection. En 2000, le remboursement des premiers prêts de la coopérative de crédit a permis la construction d'un abattoir associatif.

L'accès à la terre et aux ressources productives

Au Brésil, la catégorie de l'agriculture familiale est vaste et diversifiée. Elle inclut des producteurs traditionnellement marginalisés/exclus car n'ayant pas accès à la propriété de la terre, à l'information et, par conséquent, aux financements. Ce sont les sans-terre (salariés, métayers ou « *posseiros* » : occupants héréditaires et légaux d'une terre mais sans titre de propriété), les *minifundistes* et, dans une moindre mesure, les analphabètes. L'augmentation récente du nombre de familles bénéficiant d'une distribution de terre dans le cadre de la réforme agraire n'a, bien sûr, en rien changé cette situation. Les listes de sans-terre en attente sont longues. Le projet de reformulation de la réforme agraire, le « nouveau monde rural », cache, derrière des références privilégiant « une approche territoriale plus que sectorielle », la fin

des appuis spécifiques aux périmètres de réforme agraire en termes de crédit et d'appui technique, pour ne pas dire la fin de tout appui public, en dehors de l'accès à un lot de terre (Incra, 1999). Les bénéficiaires de la réforme agraire sont dorénavant assimilés au reste des agriculteurs familiaux, et donc conduits à concourir, dans des conditions défavorables, aux ressources du Pronaf et à autofinancer leur assistance technique.

Il s'agit d'un bon exemple d'abandon d'une approche territoriale (la valorisation localisée et différenciée des besoins et attributs spécifiques des périmètres de réforme agraire) et de dilution de l'appui public fédéral dans une politique agraire qui n'est même pas réellement sectorielle. En effet, elle continue de concentrer la majorité des aides en faveur de l'agriculture d'entreprise et patronale, idéalisée, car supposée plus efficiente et exportatrice[1]. Selon l'Incra, le nouveau rôle du gouvernement fédéral serait réduit à l'appui aux « actifs de base : accès à la terre et à l'éducation » (Incra, 1999). En fait, redistribution de la terre, éducation des jeunes et formation professionnelle, avant de devenir des « priorités du nouveau monde rural », ont toujours fait partie des engagements constitutionnels de l'Etat fédéral. Par ailleurs, ce sont des mesures qui n'assurent un retour économique qu'à long terme.

Dans le Nordeste semi-aride, même sans appui public ou institutionnel, des alternatives sont construites par le biais de la pluriactivité, non acceptée par l'Incra pour les projets de réforme agraire, alors qu'elle permet de fixer des sans-terre et des microproducteurs (*minifundium*) dans l'espace local (Silva, 1999). Au-delà de la double activité (production familiale et salariat ou artisanat, commerce), les nouvelles formes de revenus en milieu rural, comme la petite industrie agroalimentaire, le tourisme rural, etc., constituent surtout des alternatives pour les plus capitalisés et les mieux formés. Comme le montrent les analyses du projet Rurbano (Silva, 1999), la majorité des emplois ruraux non agricoles est en fait constituée de personnel domestique (bonne, gardien, etc.).

La réforme agraire n'est, bien sûr, pas la seule solution au problème des sans-terre, surtout quand elle se résume au transfert des plus mauvaises terres de grands domaines en faillite (souvent achetées au-dessus du cours du marché) à des travailleurs qui ne disposent que d'une houe[2]. De nouvelles configurations juridiques peuvent être établies pour une réglementation du statut des métayers et des travailleurs journaliers. Par exemple, chez les seconds, via des coopératives de travail, des groupes d'entraide ou des formes actualisées de *mutirão* comme les groupes d'intérêt ou de production en commun (Sabourin, 1999 a ; Sabourin et Tonneau, 1998). Ces alternatives sont débattues dans les zones irriguées de la vallée du São Francisco pour deux raisons : il existe une forte demande de travaux et emplois saisonniers pour la taille et la récolte des fruitiers (acérole, raisin, mangue, etc.) et de nombreux petits producteurs pluriactifs ou métayers vivant à la périphérie des projets irrigués. Les expériences des groupes d'intérêt se révèlent une forme pertinente d'apprentissage collectif pour les jeunes, les sans-terre et les analphabètes. Intégrés, comme salariés, dans les groupes de production communautaires de Pintadas, ils bénéficient en même temps d'une alternative en matière de revenus.

Logique d'innovation : processus d'innovation et transfert de technologies

Certaines fonctions sont encore difficilement assumées par les conseils municipaux et par les organisations de producteurs familiaux. C'est le cas de la gestion (production, adaptation et diffusion) de l'innovation agricole. Plus qu'au manque d'expérience des agriculteurs, cela tient au fait que, depuis les cinquante et surtout trente dernières années, la gestion de l'innovation a été confiée à des centres de recherche et de vulgarisation, à des entreprises de production et distribution d'intrants, qui sont parvenus

---

[1] Marinozzi et Correia (1999) montrent, au contraire, combien la catégorie plus dynamique de la production de fruits en culture irriguée du pôle Petrolina Juazeiro est précisément celle de l'agriculture familiale (13 000 ha et 400 % d'augmentation de la surface durant les dix dernières années) et non plus celle des entreprises (11 000 ha et seulement 50 % d'augmentation de la surface durant la même période), bien que la seconde bénéficie d'un appui public spécifique du programme fédéral prioritaire « Brésil en action ». Par ailleurs, les derniers résultats du traitement municipal des recensements agricoles de (Ibge, 1996) par le projet Fao-Incra confirment l'importance de l'agriculture familiale brésilienne (responsable de 30 à 70 % de la production pour le marché alimentaire national) et sa compétitivité, y compris à l'exportation, pour certains produits (Romeiro *et al.*, 2000).

[2] Dans la vallée du São Francisco, l'abandon pitoyable de vastes domaines irrigués, devenus improductifs, a contraint l'Incra à innover en organisant l'installation de sans-terre en zone irriguée. Le premier projet fut celui de la fazenda Catalunha à Santa Maria da Boa Vista-PE, entreprise produisant des oignons et des tomates sous irrigation par pivot central, qui n'était pas improductive, comme les fazendas du Banco Safra et de la Varig, mais en faillite pour mauvaise gestion à la suite un plan Real. La Catalunha fut vendue à l'Incra à prix d'or par l'entreprise de travaux publics bahianaise Oas, et jusqu'à présent les producteurs doivent payer pour l'entretien de pivots centraux inutiles et immobiles.

à convaincre les petits agriculteurs qu'ils étaient ignorants, incompétents et archaïques. Avant même de penser à une organisation de producteurs pour assumer ce type de fonction, il s'agit, comme l'affirme l'As-Pta (Petersen *et al.*, 2000), de réintroduire la question technique dans l'univers des agriculteurs familiaux. En effet, une des principales conditions de l'innovation réside dans l'accès à l'information. Cela semble évident, mais, pour l'agriculteur familial, cette information n'est pas disponible au bureau de son syndicat, dans la coopérative du municipe, ni dans le magasin d'intrants et, parfois, même pas à l'antenne locale de vulgarisation. Généralement, les techniciens ne suivent guère que les producteurs qui sollicitent un crédit bancaire. Ainsi, des systèmes de production peu exigeants en intrants seraient effectivement plus adaptés, mais à condition qu'existe aussi l'intrant « information » ; or celui-ci a un coût d'autant plus élevé qu'il n'existe pas d'organisation des agriculteurs pour le gérer (Sabourin, 1998).

C'est pourquoi naissent, peu à peu, de nouvelles organisations de producteurs spécialisées en matière de gestion locale de l'innovation. Dans l'agreste de la Paraíba, sont apparues depuis cinq ans de nouvelles structures, liées aux associations communautaires (banques de semences, fonds rotatifs pour la construction de citernes), aux syndicats (banque de fumier à Lagoa Seca) ou aux réseaux socio-techniques locaux (groupes d'intérêt thématiques et groupes d'agriculteurs expérimentateurs à Remígio et Solânea) (Sidersky et Silveira, 1998 ; Sabourin, 1998).

Les banques de semences communautaires (Bsc) sont apparues dans l'Etat de la Paraíba, dans les années 1980, via les communautés de base de l'Eglise catholique. Par la suite, les syndicats, les associations de producteurs et les Ong ont repris et adapté la proposition. Elle sont fondées sur l'accès des familles d'agriculteurs à des semences de qualité. En 1995, l'Articulaçao do Semi-Arido Paraibano a géré un programme de formation et consolidation de 113 banques communautaires à partir de semences de maïs et de haricot fournies par le ministère de l'Agriculture.

Dans les municipes de Solânea et Remígio, les syndicats et les associations communautaires ont créé dix-huit banques, dont plus de 500 familles bénéficient. L'As-Pta (1999) a entrepris de les doter de méthodes et instruments pour qu'elles deviennent autonomes : des outils de diagnostic de la qualité des semences et d'inventaire des variétés régionales ; des outils de gestion associative et de planification, suivi et évaluation participatifs. Le suivi et l'appui technique aux Bsc a permis de revitaliser les associations de producteurs qui, le plus souvent, fonctionnaient sous la tutelle de politiciens locaux (en échange des votes des communautés). Les Bsc accréditent l'idée que les agriculteurs de la communauté peuvent administrer des biens communs et en tirer des bénéfices. En moins de deux ans, les syndicats ont créé des commissions municipales des Bsc et des banques municipales pour disposer de réserves stratégiques. En 1999, de nouvelles banques communautaires ont été mises en place pour des semences de pomme de terre, d'igname et d'arachide.

Les groupes d'agriculteurs expérimentateurs étaient composés à l'origine d'agriculteurs innovateurs qui expérimentaient, de façon empirique, techniques, pratiques ou processus sur leur exploitation, de manière spontanée. Par la suite, ces groupes ont été renforcés par des producteurs motivés par l'émulation mutuelle ou par des appuis institutionnels. Dans le Nordeste, les premiers groupes structurés ont été créés avec l'appui des Str de Remígio et Solânea et sont suivis, sur le plan technique et méthodologique, par l'As-Pta. Les groupes d'agriculteurs expérimentateurs réunissent les familles de producteurs de communautés voisines concernées par une même problématique de production, généralement déterminée par des facteurs agro-écologiques, sociaux, géographiques ou techniques comparables. Par exemple, le groupe du Curimataú, du municipe de Solânea, ou celui de la région du Gravatá, du municipe de Remígio, etc. Ces groupes entretiennent des liens forts avec les syndicats municipaux et, selon les localités, avec les associations communautaires. La définition globale du type d'expérimentation qui va être conduit durant l'année est élaborée de manière collective lors de réunions de programmation par petite région homogène. Ensuite, chaque expérimentateur implante ses tests ou essais.

Le suivi est réalisé conjointement par les agriculteurs et par les techniciens, avec l'appui de moniteurs (agriculteurs membres de l'équipe permanente du syndicat municipal). Il existe un suivi thématique individuel (chaque essai de chaque agriculteur) et un suivi intégré et collectif, par des moments d'échange ou de socialisation de l'information : visites techniques, excursions, visites mutuelles d'essais paysans, réunions de programmation, de suivi ou d'évaluation. La socialisation finale des résultats et des références produites est réalisée lors d'une réunion d'évaluation, à la fin du cycle agricole ou de l'année civile. Ce peut être aussi à l'occasion d'une réunion technique, d'une journée de démonstration, d'une session de formation ou encore d'une fête locale ou municipale, comme celles organisées, chaque

année, dans l'agreste de la Paraíba par les agriculteurs expérimentateurs de Remígio, Solânea et Lagoa Seca.

A la différence des interventions des centres de recherche et de vulgarisation agricole, qui sont fondées sur le transfert de technologies (toutes prêtes), l'appui aux activités des groupes d'agriculteurs expérimentateurs cherche à susciter et alimenter, par des références et des outils méthodologiques, des processus d'innovation adaptés aux conditions des terroirs et territoires locaux.

Ces expériences constituent une des formes de création et de diffusion de références adaptées à l'agriculture familiale. De telles alternatives sont possibles quand les interactions entre le niveau de l'exploitation (action individuelle) et celui de l'action publique sont suffisamment denses, grâce à l'intermédiation de divers acteurs, notamment les organisations de producteurs comme le Comité des associations agropastorales de Massaroca ou les Str de Remígio et Solânea dans la Paraíba, les Ong, etc. Ce sont là des institutions qui opèrent dans le cadre de l'action collective. Ces divers niveaux d'organisation de l'innovation localisée ne sont pas définis *a priori*, de manière administrative, comme le municipe. Elles peuvent être déterminées par une unité géographique (bassin versant, bas-fond, vallée), une cohérence technique (périmètre irrigué) ou sociale (communauté, projet de réforme agraire). On y trouve une cohésion spécifique entre les agriculteurs, produit d'une interface entre des solidarités territoriales (espaces de proximité, localité, bassin de production) et des organisations professionnelles ou économiques, généralement déterminées par les filières et les articulations au marché.

Conclusion

Les principaux attributs des territoires ruraux et périurbains résident dans la capacité d'organisation et d'innovation de la population locale : organisation pour garantir une meilleure coordination de la production et des flux ; innovation pour diversifier les processus et les produits face à de nouvelles demandes, à des conditions spécifiques et à des marchés segmentés. Même si elles ne sont pas généralisées, les initiatives et expériences en cours dans le Nordeste semi-aride offrent un démenti au discours dominant. Celui-ci, transmis par nombre de politiciens régionaux et d'institutions de développement, insiste sur l'absence ou l'incapacité d'organisation et d'innovation des agriculteurs familiaux, des communautés rurales, des pauvres, des jeunes et des femmes. Dans un tel contexte, toute organisation, quelle que soit sa forme, est bien sûr essentielle pour introduire le moindre changement institutionnel ou socio-politique. La principale indication des résultats des élections municipales d'octobre 2000, dans le Nordeste, est la prise de conscience par les populations les plus démunies du fait qu'elles n'ont rien à attendre des élites politiques en place.

On sait qu'une redéfinition plus favorable des programmes fédéraux, comme le Pronaf ou la réforme agraire, dépend, avant tout, de la capacité d'organisation, de pression et de mobilisation des producteurs familiaux et des différents secteurs de la société, ainsi que des mouvements sociaux solidaires.

Cela conduit à la formulation de quelques axes de travail en matière d'appui à la production et à la mise en valeur des produits locaux ou régionaux, en relation avec la promotion des populations et de leurs territoires. En premier lieu, il est important de reconnaître, et de motiver, la capacité d'innovation du secteur familial agricole et artisanal, en particulier par la revalorisation des savoir-faire existants et par la formation professionnelle. En deuxième lieu, il s'agit de préserver le principal avantage comparatif des systèmes localisés d'innovation, leur savoir, leur capacité de régulation, en dépit de conditions précaires de production et de commercialisation. Enfin, il est important de favoriser l'engagement des organisations locales existantes (action collective) auprès des institutions publiques (action publique) par le biais de mécanismes de coordination et de négociation, de systèmes de formation et d'information ou encore de cadres juridiques et législatifs mieux adaptés.

Le rôle des techniciens des centres de recherche et de développement est, justement, de contribuer, de manière participative, à identifier et rendre plus visibles et accessibles aux acteurs locaux les réseaux socio-techniques et économiques. Il est également important de caractériser les formes d'innovation locale et les attributs spécifiques des sociétés rurales susceptibles d'être mis en valeur par l'intermédiaire de ces réseaux. Autre point fondamental, il faudrait qualifier les relations d'intermédiation entre l'action individuelle, l'action collective et l'action publique , de manière à dessiner et mieux coordonner des programmes ou des plans locaux ou microrégionaux de développement territorial.

Bibliographie

ABRAMOVAY R., 1998. Bases para a formulação da política brasileira de desenvolvimento rural : Agricultura familiar e desenvolvimento territorial. Brasília, Brasil, Ipea, convênio Fipe/Ipea, relatório final, 25 p.

ABRAMOVAY R., 1999. O capital social dos territórios : repensando o desenvolvimento rural. Economia Aplicada, 4 (2) : 379-397.

ABRAMOVAY R., 2000. Funções e medidas da ruralidade no desenvolvimento contemporâneo. Texto para Discussão. Rio de Janeiro, Brasil, Ipea.

ALBALADEJO C., 1994. Organisations socio-techniques locales : un potentiel de développement pour les petites exploitations agricoles de la frontière agraire de Misiones (Argentine). *In* Darré J.P. (dir.). Pairs et experts en agriculture. Aix-en-Provence, France, Eres, p. 173-202.

ALLAIRE G., SYLVANDER B., 1997. Qualité spécifique et systèmes d'innovation territoriale. Cahiers d'économie et de sociologie rurale, 44.

ANDRADE M.C. de, 1995. A questão do território no Brasil. São Paolo, Brasil, Hucitec, 136p.

AS-PTA, 1997. Trajetória do projeto Paraíba : 1993-1996. Recife, Brasil, As-Pta, 33 p.

AS-PTA, 1999. Gestão comunitária da biodiversidade no Nordeste brasileiro. Projeto Crocevia-União Européia, n° 274. Relatório final de atividades. Esperança, Brasil, As-Pta, 38p.

BECATTINI G., RULLANI E., 1995. Système local et marché global, le district industriel. *In* Rallet A., Torre A. (dir.). Economie industrielle et économie spatiale. Paris, France, Economica, p. 171-192.

BOURDIEU P., 1987. Choses dites. Paris, France, Editions de Minuit.

CAMARANO A.A., ABRAMOVAY R., 1998. Êxodo rural, envelhecimento e masculinização : panorama dos últimos cinqüenta anos. Revista Brasileira de Estudos Populacionais, 15 (2) : 45-65.

CAPECCHI V., 1997. Formation professionnelle et petite entreprise : le développement industriel à spécialisation flexible en Emilie-Romagne. Formation et Emploi, 19 (juillet-septembre).

CARVALHO J.L.H. de, 1997. A agroindústria no distrito Federal. *In* Anais do Io Encontro sobre Agroindústria de Pequeno porte no Nordeste. Petrolina, Brasil, Embrapa-Cirad, pp. 93-99.

CERDAN C., SAUTIER D., 1998. Systèmes localisés de production de fromage au Nordeste du Brésil : le cas de Gloria (Sergipe). *In* Atelier 2 du cycle « Systèmes agroalimentaires localisés et construction de territoires », Inra-sad, Cirad-tera, Cnearc, Montpellier, 13 octobre 1998, 11 p.

FAO-INCRA, 1994. Diretrizes de política Agrária. Brasília, Brasil, Instituto Nacional de Colonização e de Reforma Agrária, Convênio Incra-Fao, 24 p.

FAO-INCRA, 1996. Perfil da agricultura brasileira (dados do censo agropecuário do IBGE/1985). Brasilia, Brasil, Instituto Nacional de Colonização e de Reforma Agrária, Convênio Incra-Fao, 17 p.

INCRA, 1999. Novo Mundo Rural, Projeto de reformulação da reforma agrária. Brasilia, Brasil, Incra, 28 p.

LAZZARETTI M.A., SABOURIN E., 1999. Representação e construção da ação coletiva nos sindicatos rurais. *In* Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, 37, Foz de Iguaçu-PR. Anais. Brasilia, Brasil, Sober, 10 p.

MARINOZZI G., CORREIA R.C., 1999. Dinâmicas da agricultura irrigada em Juazeiro-BA e Petrolina-PE. *In* Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, 37, Foz de Iguaçu-PR. Anais. Brasilia, Brasil, Sober, 10 p.

PETERSEN P., TARDINI J.M., MAROCHI F., MAROCHI R., 1999. Desenvolvimento participativo de sistemas de plantio direto sem herbicidas voltados para a agricultura familiar : a experiência da região Centro Sul do Paraná. *In* New/old ways for meeting world food needs : combining agroecological principles with participatory processes, As-Pta, Rio de Janeiro, Brazil, 18 p.

OLSON M., 1966. The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Groups. Massachusetts, Usa, Harvard University Press, 196 p.

OSTROM E., 1992. Crafting Institutions for self-governing irrigation systems. San Francisco, Usa, Ics Press, Institute for Contemporary Studies, 111 p.

PUTNAM R.D., 1996. Comunidade e Democracia. A experiência da Itália moderna. Rio de Janeiro, Brasil, Editora da Fgv, 171 p.

RODRIGUES D.A., 1998. Os novos investimentos no Brasil. Aspectos setoriais e regionais. Revista do Bndes, 9 (juin).

ROMEIRO A., SABATTO A., BUAINAIN A.M., BITTENCOURT G., GUANZIROLLI C., 2000. Sustainable development and family farming. *In* Dixième Congrès mondial de sociologie rurale, Rio de Janeiro, Brésil, 15 p. Anais CD-Rom

SABOURIN E., 1999 a. Ação coletiva e organização dos produtores no Nordeste semi-árido. *In* Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, 37, Foz de Iguaçu-PR. Anais. Brasilia, Brasil, Sober, 10 p.

SABOURIN E., 1999 b. Globalização e sustentabilidade da agricultura familiar no Nordeste semi-árido. *In* Encontro Norte-Nordeste de Ciencias Sociais, IX, Natal-RN, Brasil, 17 p.

SABOURIN E., 2000. Reciprocity practises in Brazilian Northeast peasant communities and recognition of the multifunctionality of agriculture. *In* Dixième Congrès mondial de sociologie rurale, Rio de Janeiro, Brésil, 15 p. Anais CD-Rom, Abstracts, p. 76.

SABOURIN E., SILVA P.C.G. da, OLIVEIRA J.S. de, 1996. Acesso à inovação e reestruturação produtiva da agricultura familiar no trópico semi-árido : o caso das comunidades rurais de Massaroca (Juazeiro-BA). *In* Congresso da Sober, 34, Aracaju, Brasil. Anais, p. 411-435.

SABOURIN E., CARON P., CERDAN C., 1997. Appui au développement de l'agriculture familiale dans le Nordeste semi-aride, rapport de synthèse 1993-1997. Montpellier, France, Cirad-tera, Mae, Embrapa, 33 p.

SABOURIN E., CARON P., SILVA P.C.G. da, 1997. Organisation des producteurs et planification municipale : trois expériences au Nordeste du Brésil. *In* Haubert M. (dir.). Les paysans, le marché et l'Etat, sociétés paysannes et développement. Paris, France, Publications de la Sorbonne, p. 321-345.

SABOURIN E., TONNEAU J.P., 1998. Réseaux de proximité et diffusion des innovations techniques : le cas des communautés paysannes de Massaroca, Bahia, Brésil. *In* Lusotopie. Paris, France, Karthala, p. 63-89.

SACHS I., 1996. Política de emprego é renda : relação cidade-campo. Aula magna proferida na abertura do XXXIV Congresso da Sober, Aracaju, Brasil, 5/08/1996, 8 p.

SIDERSKY P., SILVERA L.M., 1998. Experimentar com os agricultores. A experiência da As-Pta na Paraíba. Recife, Brasil, As-Pta, 15 p., mimeo.

SILVA J.G. da, 1999. O novo rural brasileiro. Campinas, Brasil, Edi-Unicamp, Instituto de Economia, série Pesquisas, 1, 151 p.

VON MEYER H., 1998. Les enseignements des indicateurs territoriaux. L'Observateur de l'OCDE, 210 : 5-8.